



ARRETE ACCORDANT UN PERMIS DE CONSTRUIRE AVEC PRESCRIPTIONS

Permis de construire N° PC 29197 23 00018

Déposé le :	12/04/2023
Avis de dépôt affiché le :	19/04/2023
Complété le :	17/05/2023
Demandeur :	Monsieur THIERRY PRAUD et Madame NICOLE PRAUD
Adresse du demandeur :	1, Rue René Quillivic - 29780 Plouhinec
Représenté par :	/
Pour :	Construction d'une maison individuelle.
Adresse des travaux :	Rue Jeanne Plomb, Le bourg 29780 Plouhinec
Références cadastrales :	YC210
Surfaces de plancher créée :	125,00 m ²

Le maire de PLOUHINEC,

Vu la demande sus décrite,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le Schéma de Cohérence Territorial Ouest Cornouaille approuvé le 21 Mai 2015 modifié le 04 octobre 2021,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 octobre 2011 modifié le 15 décembre 2016, le 19 décembre 2017, le 05 décembre 2019 et le 30 septembre 2021,

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 09/05/2023,

Considérant que l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France emporte compétences liées,

ARRÊTE ARTICLE 1

Le Permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2

Conformément à l'article L332-15 du code de l'urbanisme, les frais de branchements et de raccordements aux divers réseaux depuis la voie publique et d'aménagements de voirie seront à la charge du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le projet pourra être desservi par une puissance de raccordement du réseau électrique de 12 kVA monophasé. Cet équipement propre est à la charge du pétitionnaire. Dans le cas où une puissance supérieure serait demandée par le pétitionnaire, un renforcement du réseau, considéré comme un équipement propre serait alors nécessaire et à la charge du demandeur.

Les réseaux d'électricité et de téléphone situés sur le terrain seront enterrés.

La création de l'accès sur le domaine public devra faire l'objet d'une permission de voirie.

Les eaux pluviales générées par le projet (toitures, terrasses, accès) seront infiltrées sur la parcelle, aucun rejet sur le domaine public n'est autorisé.

Afin de garantir une insertion harmonieuse du projet en espaces protégés, il conviendra de :

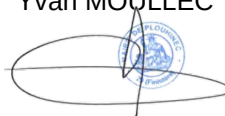
- installer les châssis de toit encastrés, sans coffres de volets roulants extérieurs en saillie, alignés sur une même horizontale par le linteau, et plutôt positionnés verticalement.
- installer une porte au dessin simple (pleine ou avec un jour latéral rectangulaire tout hauteur ou une partie haute vitrée), comme sur les plans des élévations fournis ; écarter les dessins "modernes" (triangles, demi-lunes, jours courbes ou carrés) tel qu'apparaissant sur l'insertion graphique.
- installer le cas échéant des volets roulants ainsi que leurs cadres et coulisses de la même teinte que les menuiseries.

Fait à Plouhinec

Le 1 juin 2023

Le Maire,

Yvan MOULLEC



Le demandeur devra effectuer une déclaration auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Biens immobiliers ».

La pose d'un panneau conforme aux normes est obligatoire dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis et pendant toute la durée du chantier.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriale.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.